

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

10 DÉCEMBRE 1998

**Proposition de loi modifiant l'arrêté royal
n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occu-
pation de travailleurs de nationalité
étrangère**

RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES
PAR M. OLIVIER

La commission a examiné la présente proposition de loi au cours de ses réunions des 24 novembre et 10 décembre 1998.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'UN DES AUTEURS DE LA PROPOSITION DE LOI

Le problème de la traite des êtres humains dans le monde du sport est connu depuis un certain temps déjà ! Ce n'est pourtant qu'au printemps de cette

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : Mme Maximus, présidente; M. Buelens, Mme Cantillon, MM. G. Charlier, Coene, Mme Delcourt-Pêtre, MM. D'Hooghe, Hazette, Mme Nelis-Van Liedekerke, MM. Poty, Santkin et M. Olivier, rapporteur.
2. Membres suppléants : Mmes Sémer et Van der Wildt.
3. Autres sénateurs : Mme Dardenne et M. Hostekint.

Voir:

Documents du Sénat :

1-1064 - 1997/1998 :

Nº 1: Proposition de loi de M. Hostekint et Mme Sémer.

1-1064 - 1998/1999 :

Nº 2: Amendements.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1998-1999

10 DECEMBER 1998

**Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk
besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende
de tewerkstelling van de werknemers
van vreemde nationaliteit**

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
SOCIALE AANGELEGENDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER OLIVIER

De commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 24 november en 10 december 1998.

I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE INDIENSTER VAN HET WETSVOORSTEL

De indienster merkt op dat het probleem van de mensenhandel in de sport sinds enige tijd bekend is. Pas in het voorjaar echter, geraakte de problematiek

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : mevrouw Maximus, voorzitster; de heer Buelens, mevrouw Cantillon, de heren G. Charlier, Coene, mevrouw Delcourt-Pêtre, de heren D'Hooghe, Hazette, mevrouw Nelis-Van Liedekerke, de heren Poty, Santkin en de heer Olivier, rapporteur
2. Plaatsvervangers : de dames Sémer en Van der Wildt.
3. Andere senatoren : mevrouw Dardenne en de heer Hostekint.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat :

1-1064 - 1997/1998 :

Nr. 1: Wetsvoorstel van de heer Hostekint en mevrouw Sémer.

1-1064 - 1998/1999 :

Nr. 2: Amendementen.

année que la problématique des jeunes footballeurs étrangers qui viennent tenter en vain leur chance dans les clubs belges, a défrayé la chronique. L'attention s'est focalisée sur ce problème au travers d'une série d'articles de démystification parus dans la presse et surtout grâce aux conclusions du troisième rapport annuel du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Tous les footballeurs africains et sud-américains ne sont pas promis à un bel avenir footballistique dans notre pays. Les jeunes joueurs affluent pourtant massivement, attirés par des dénicheurs de jeunes talents qui leur promettent monts et merveilles et leur fournissent un visa touristique pour l'Europe, où les grands clubs à la recherche de jeunes talents leur font passer des tests. Mais rares sont ceux pour qui cette aventure finit bien.

La majorité de ces jeunes footballeurs, qui sont pour la plupart encore mineurs, restent en rade, totalement soumis au bon vouloir de dénicheurs de jeunes talents souvent de mauvaise foi, si bien qu'ils atterrissent souvent dans l'illégalité ou une pseudo-illégalité.

Le cas du jeune Camerounais Serge Bodo, qui a récemment témoigné devant le Sénat, illustre bien le problème. Serge Bodo vivait au Cameroun, chez ses grands-parents, ses parents étant divorcés. Il jouait dans un club de football local et, peu avant ses 18 ans, se laissa convaincre par un dénicheur de jeunes talents, à grand renfort de promesses, de venir tenter sa chance en Europe. Arrivé chez nous, il ne réussit pas à trouver un club et plongea dans la clandestinité. Il dut ainsi vivre dans des conditions pitoyables, contraint à partager une chambre avec 7 autres Africains. C'est finalement l'ASBL *Sport en Vrijheid* de Gand qui, après s'être émue de son dossier, entreprit de l'aider à s'en sortir.

Mais même les joueurs étrangers qui ont trouvé un club ne sont pas sortis du tunnel. En effet, les clubs sont généralement tentés de prendre une option sur plusieurs années, de telle sorte que le joueur en question devient entièrement inféodé au club, notamment lorsqu'il s'agit de décrocher un transfert dans un autre club.

Il est donc clair que les dénicheurs de jeunes talents ne sont pas les seuls à s'enrichir considérablement grâce à ce commerce très lucratif de joueurs étrangers. Les clubs ont également leur part du gâteau. De plus, concluent le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et d'autres organisations telles que l'ASBL *Sport en Vrijheid* qui s'occupent de la problématique de la traite des êtres humains, l'Union belge de football n'est pas non plus exempte de tout reproche. L'URBSFA ne fait rien pour empêcher de telles pratiques.

Bien que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme fasse remarquer que les

van de jonge buitenlandse voetballers die in ons land vergeefs hun voetbalgeluk beproeven, helemaal in de aandacht. Dit gebeurt naar aanleiding van een reeks ontluisterende artikelen in de pers en vooral dankzij de bevindingen van het Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding in zijn derde jaarrapport.

Niet voor alle Afrikaanse en Zuid-Amerikaanse voetballers is in ons land een grote voetbaltoekomst weggelegd. Nochtans worden ze massaal door voetbalmakelaars met grootse beloftes en een toeristenvirus naar Europa gelokt, waar ze door de grote clubs in hun zoektocht naar nieuw talent worden getest. Doch slechts weinigen onder hen blijken in het avontuur te slagen.

Het merendeel, vaak nog minderjarige voetballers, komen evenwel niet aan de bak, zijn derhalve volledig afhankelijk van de goodwill van vaak malafide voetbalmakelaars en verzeilen in de illegaliteit of pseudo-illegaliteit.

Exemplarisch voor deze gang van zaken is het verhaal van de jonge Kameroenees Serge Bodo, die enige tijd geleden getuigenis heeft afgelegd in de Senaat. Serge Bodo leefde in Kameroen bij zijn grootouders omdat zijn ouders gescheiden waren. Hij was een plaatselijke voetbalster en toen hij nog geen 18 jaar oud was, werd hij door een voetbalmakelaar met grote beloftes naar Europa gelokt. Hier toegekomen vond hij echter geen club waar hij aan de slag kon, verzeilde in de illegaliteit en leefde in erbarmelijke omstandigheden. Zo woonde hij samen met zeven andere Afrikanen op één kamer. Het is uiteindelijk de VZW Sport en Vrijheid uit Gent die zijn zaak ter harte heeft genomen en hem uit deze situatie heeft geholpen.

Maar ook voor hen die wel door profclubs worden geëngageerd, zijn de problemen niet van de baan. Clubs zijn immers doorgaans geneigd een optie voor meerdere jaren te nemen, waardoor de speler in kwetsbare volledig afhankelijk wordt van de club, inzonderheid wanneer het erop aankomt een transfer naar een andere club te bekomen.

Het is dus duidelijk dat niet alleen voetbalmakelaars veel geld verdienen aan deze lucratieve handel in buitenlandse voetballers, maar ook de clubs een mooie slag proberen te slaan. Bovendien, zo concluderen althans het Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding en enkele organisaties — zoals de VZW Sport en Vrijheid — die zich de problematiek van de mensenhandel ter harte nemen, gaat ook de Belgische Voetbalbond niet vrijuit. De KBVB onderneemt immers niets tegen deze gang van zaken.

De indienster geeft hierna enige toelichting bij het wetsvoorstel. Ofschoon het Centrum voor gelijke

pouvoirs publics — tant le fédéral que les communautés et les régions — ont également une part de responsabilité en la matière, eu égard au cadre légal dans lequel les pouvoirs publics délivrent des autorisations et/ou fournissent des services, les auteurs ont la conviction que ce sont les dénicheurs de jeunes talents et les clubs qui portent la plus grande part de responsabilité en la matière. L'instruction que vient d'ouvrir le parquet d'Anvers semble d'ailleurs conforter cette vision des choses.

La présente proposition de loi entend combattre ces formes de traite des êtres humains en élargissant la responsabilité des intermédiaires et des employeurs. Elle a pour objet de mettre en place une politique de coresponsabilité en insérant une nouvelle disposition dans l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère. La proposition vise plus précisément à instaurer une responsabilité solidaire des intermédiaires et des employeurs.

Cette responsabilité solidaire couvre le paiement des frais de soins de santé, de séjour et de rapatriement du travailleur étranger. Bien que la présente proposition de loi soit motivée principalement par le souci de combattre les abus constitutifs de la traite des êtres humains que l'on rencontre dans le monde sportif, l'article 24 proposé s'applique à toute forme d'emploi, même en dehors du monde sportif. En effet, rien ne justifie de ne pas appliquer ces règles à d'autres secteurs.

Sans doute est-il bon de commenter également quelques autres initiatives (législatives).

Une proposition de résolution déposée au Parlement flamand a amené la commission de la Culture et des Sports à consacrer une série d'auditions au problème de la traite des êtres humains dans les milieux sportifs. Cette proposition de résolution a été adoptée en séance plénière le 14 octobre 1998.

Entre-temps, le gouvernement fédéral a lui aussi pris ses responsabilités en la matière. Lors du dernier Conseil des ministres avant les congés d'été, il a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 novembre 1967 relatif aux conditions d'octroi et de retrait des autorisations d'acceptation et des permis de travail aux travailleurs de nationalité étrangère.

Ce projet d'arrêté royal gomme des lacunes et des goulets d'étranglement importants qui subsistaient dans la législation actuelle. Il tient aussi largement compte des propositions formulées par l'administration flamande (responsable de la délivrance des permis et autorisations de travail), le Conseil consultatif de la main-d'œuvre étrangère et le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

kansen en racismebestrijding suggereert dat ook de overheid — zowel de federale als de gewesten en gemeenschappen — in deze materie een bijzondere verantwoordelijkheid dragen omdat deze zich af speelt in een legaal kader waarbij de overheid vergunningen en/of diensten (af)levert, is het de overtuiging van de indieners dat het de makelaars en de clubs zijn die in deze de belangrijkste verantwoordelijkheid dragen. Het zopas gestarte onderzoek van het Antwerpse parket lijkt deze stelling nu trouwens te bevestigen.

Het voorliggend wetsvoorstel beoogt precies om dergelijke vormen van mensenhandel te bestrijden door de aansprakelijkheid van bemiddelaars en werkgevers te verscherpen. De bedoeling is een inclusief beleid op te zetten door een bepaling in te voegen in het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit. Meer bepaald wordt voorgesteld de hoofdelijke aansprakelijkheid in te voeren voor de bemiddelaars en de werkgevers.

Deze hoofdelijke aansprakelijkheid behelst de betaling van de kosten voor gezondheidszorg, verblijf en repatriëring van de vreemde werknemer. Hoewel dit wetsvoorstel in de eerste plaats is ingegeven door de bekommernis om de huidige wantoestanden inzake mensenhandel in de sport aan te pakken, heeft het voorgestelde artikel 24 betrekking op iedere vorm van tewerkstelling, ook buiten de sport. Er is immers geen enkele reden om dezelfde regeling niet toe te passen in andere sectoren.

Allicht verdient het ook aanbeveling enkele andere (wetgevende) initiatieven toe te lichten.

In het Vlaams Parlement werd een voorstel van resolutie ingediend, waarop de commissie Cultuur en Sport een reeks hoorzittingen aan het probleem van de mensenhandel in de sport heeft gewijd. Op 14 oktober 1998 werd het voorstel van resolutie door de plenaire vergadering goedgekeurd.

Ook de federale regering heeft inmiddels haar verantwoordelijkheid genomen. In de laatste Ministerraad voor het zomerreces keurde zij een ontwerp van koninklijk besluit goed betreffende de toekenning en intrekking van arbeidskaarten voor buitenlandse werknemers.

Dit ontwerp van koninklijk besluit zorgt ervoor dat belangrijke hiaten en knelpunten in de huidige wetgeving worden weggewerkt. Daarbij wordt grotendeels tegemoet gekomen aan de voorstellen van de Vlaamse administratie (die verantwoordelijk is voor het uitreiken van de arbeidskaarten en -vergunningen), de Adviesraad voor buitenlandse werknemers én het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding.

L'auteur conclut en précisant que l'arrêté royal précité a été transmis pour avis au Conseil d'État. Elle s'enquiert de l'état d'avancement de ce dossier.

II. RÉPONSE DE LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

La ministre de l'Emploi et du Travail confirme que l'on est en train de regrouper dans un seul et même texte toute la législation relative à l'occupation de travailleurs étrangers, y compris les footballeurs et les candidats footballeurs. Ce texte a été soumis pour avis au Conseil consultatif de la main-d'œuvre étrangère et adapté pour tenir compte de cet avis. Le Conseil des ministres a approuvé ce projet, qui est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État. Ce projet est plus qu'une simple coordination de la législation existante puisqu'il contient également une série de dispositions nouvelles.

Une harmonisation s'imposait pour diverses raisons. Les règles légales étaient très disparates, elles n'étaient plus adaptées aux nouvelles structures de l'État et devaient être adaptées en fonction des règles applicables en matière de libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne.

Le projet s'applique notamment aux jeunes qui viennent dans notre pays dans le cadre d'un travail au pair. Compte tenu des abus constatés dans ce domaine, ces dispositions ont donné lieu à maintes discussions. D'aucuns prônaient carrément d'interdire le travail au pair. Le gouvernement a cependant préféré autoriser cette forme d'emploi, mais en la soumettant à des règles très strictes. En effet, des jeunes Belges aussi partent séjourner au pair à l'étranger. De plus, il y a l'argument qui consiste à dire qu'il vaut mieux contrôler pareil phénomène en le réglementant plutôt que de l'interdire purement et simplement.

Le projet contient également des règles applicables à l'occupation des sportifs professionnels, aux réfugiés et aux étrangers qui accomplissent un stage en Belgique. Enfin, il comporte une nouveauté, à savoir la possibilité d'accorder, dans des circonstances particulières telles qu'un emploi dans un cirque, un permis de travail communautaire valable au niveau européen.

La ministre constate que la proposition à l'examen concerne des travailleurs — on pense d'emblée aux sportifs — qui sont arrivés en Belgique par des intermédiaires pour y travailler. La législation actuelle prévoit déjà que tant qu'ils sont sous contrat auprès de l'intermédiaire, ce dernier doit en tant qu'employeur pourvoir, entre autres, à leur hébergement et à leurs soins de santé. Les problèmes commencent toutefois à se poser lorsque l'intermédiaire ne

De indienster besluit dat het eerder vermeld koninklijk besluit momenteel voor advies bij de Raad van State ligt. Zij informeert naar de stand van zaken in dit dossier.

II. ANTWOORD VAN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

De minister van Tewerkstelling en Arbeid bevestigt dat momenteel alle wetgeving in verband met de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, waaronder de voetballers en de voetballers in spe, wordt samengebracht in één tekst. Deze tekst werd voor advies voorgelegd aan de Adviesraad voor buitenlandse werknemers en in het licht hiervan aangepast. De Ministerraad heeft zijn akkoord betuigd met dit ontwerp, dat momenteel voor advies bij de Raad van State ligt. Het ontwerp is niet louter een coördinatie van bestaande wetgeving, maar omvat ook een aantal nieuwe bepalingen.

De harmonisering was noodzakelijk om verschillende redenen. De wettelijke regels waren zeer verspreid, ze waren niet meer aangepast aan de nieuwe staatsstructuren en ze moeten herwerkt worden in het licht van de regels inzake het vrij verkeer van personen in de Europese Unie.

Het ontwerp heeft onder meer betrekking op de au-pair-jongeren die naar ons land komen. Gezien de misbruiken die op dit vlak worden vastgesteld, hebben deze bepalingen aanleiding gegeven tot nogal wat discussie. Sommigen pleitten ervoor het fenomeen gewoonweg te verbieden. De regering heeft er echter voor gekozen deze vorm van tewerkstelling binnen zeer strikte regels toch toe te laten. Er gaan immers ook Belgische au pairs naar andere landen. Daarnaast is er het argument dat een dergelijk fenomeen beter kan worden gecontroleerd door het te reglementeren dan door het gewoonweg te verbieden.

Het ontwerp omvat tevens regels in verband met de tewerkstelling van beroepssporters, vluchtelingen en buitenlanders die in België een stage verrichten. Nieuw is de mogelijkheid om in bijzondere omstandigheden, bijvoorbeeld voor een circus, op Europees vlak een gemeenschappelijke arbeidsvergunning toe te kennen.

De minister stelt vast dat het voorliggend voorstel betrekking heeft op werknemers — in de eerste plaats wordt gedacht aan sportlui — die door bemiddelaars naar België worden gehaald om hier te worden tewerkgesteld. In de huidige wetgeving is het reeds zo dat, zolang deze werknemers bij de bemiddelaar onder contract zijn, deze laatste als werkgever moet instaan voor hun huisvesting, gezondheidszorg en dergelijke meer. De problemen beginnen echter

parvient pas à faire engager le sportif par un club et l'abandonne à son sort.

Dès cet instant, l'intermédiaire n'a plus aucune obligation. La législation présente ici une lacune qui n'est pas davantage comblée par le projet précité.

Voilà pourquoi la ministre peut souscrire au principe de la présente proposition de loi, même s'il convient d'en préciser plusieurs points.

III. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

L'article est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Article 2

Le gouvernement dépose l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 1-1064/2, 1998-1999) :

« Remplacer cet article comme suit :

« Art. 2. — L'article 6bis, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, inséré par la loi du 22 juillet 1976 et modifié par la loi du 1^{er} juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Quiconque a commis une infraction visée à l'article 27, 1^o, est solidairement responsable pour le paiement des frais d'hébergement, de séjour, de soins de santé et de rapatriement de l'étranger concerné et de ceux des membres de sa famille séjournant irrégulièrement avec lui. »

Justification

Des discussions lors des réunions en commission des Affaires sociales au Sénat et de l'examen de la proposition de loi par les services du ministère de l'Emploi et du Travail, il est ressorti ce qui suit :

1. La responsabilité en matière de remboursement des frais d'hébergement, de séjour, de soins de santé et de rapatriement de l'étranger concerné fait déjà l'objet de l'article 6bis de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère.

Cet article vise en outre les membres de la famille de l'étranger concerné qui séjournent irrégulièrement avec lui.

wanneer blijkt dat de makelaar de sportman niet bij een club kan plaatsen en deze laatste aan zijn lot wordt overgelaten.

Vanaf dat ogenblik heeft de bemiddelaar geen enkele verplichting meer. Dit is een leemte in de wetgeving die ook door het voormalde ontwerp niet wordt ingevuld.

Vandaar dat de minister zich principieel achter dit wetsvoorstel kan scharen, zij het dat dit best op een aantal vlakken wordt verduidelijkt.

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Dit artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Artikel 2

De regering dient het amendement nr. 1 in (Stuk Senaat, nr. 1-1064/2, 1998-1999) :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 2. — Artikel 6bis, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, ingevoegd door de wet van 22 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 1 juni 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Al wie zich schuldig maakt aan een inbreuk bedoeld in artikel 27, 1^o, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de kosten van huisvesting, verblijf, gezondheidszorgen en terugzending, van de betrokken vreemdeling en van de leden van zijn gezin die onregelmatig bij hem verblijven. »

Verantwoording

Na bespreking tijdens de vergadering in de commissie voor Sociale Aangelegenheden in de Senaat en na onderzoek van het wetsvoorstel door de diensten van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, is het volgende gebleken :

1. De verantwoordelijkheid inzake de terugbetaaling van de kosten van huisvesting, verblijf, gezondheidszorgen en repatriëring van de betrokken vreemdeling, maakt reeds het voorwerp uit van artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit.

Dit artikel viseert bovendien ook de familieleden van de betrokken vreemdeling die onregelmatig bij hem verblijven.

Toutefois, cette disposition n'envisage que la responsabilité de l'employeur, alors que la proposition de loi vise aussi celle des intermédiaires.

2. L'article 27, 1^o, b, c, d et e de l'arrêté royal n° 34 prévoit des sanctions pénales à l'égard de diverses sortes d'intermédiaires. De la comparaison de la proposition de loi et des dispositions précitées, il apparaît que les intermédiaires visés dans le projet de loi le sont également par l'arrêté royal n° 34, même si la formulation de la proposition de loi est quelque peu différente.

3. La proposition de loi instaure, en outre, pour le remboursement des frais en question, une responsabilité solidaire qui n'est actuellement pas prévue à l'article 6bis de l'arrêté royal n° 34 (puisque celui-ci ne vise que l'employeur).

4. Il est dès lors proposé de modifier l'article 6bis de l'arrêté royal n° 34 en y incluant la responsabilité des intermédiaires et en prévoyant une responsabilité solidaire.

La ministre de l'Emploi et du Travail précise que l'amendement vise à expliciter plusieurs points de la proposition de loi. Ainsi établit-on un lien entre la responsabilité de l'intermédiaire et une infraction commise dans le cadre de l'article 27, 1^o, de l'arrêté royal n° 34 du 20 juin 1967.

La proposition de loi prévoit une responsabilité solidaire tant de l'étranger lui-même que de l'intermédiaire, ce qui n'est pas le cas de l'actuel article 6bis de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967. Vu la précarité de la situation dans laquelle se trouvent les victimes de la traite des êtres humains, il ne paraît pas souhaitable d'instaurer une telle responsabilité solidaire à leur égard.

La proposition rend l'intermédiaire responsable du paiement des frais afférents à la personne de l'étranger. Il semble opportun d'étendre cette responsabilité aux membres de la famille de l'étranger qui séjournent irrégulièrement avec lui.

Enfin, grâce à la référence expresse à l'article 27, 1^o, le texte sera d'emblée applicable à un groupe important et clairement défini d'intermédiaires, et non aux seuls agents dénicheurs de jeunes talents.

L'amendement n° 1 est adopté par 10 voix contre 1.

L'article 2 ainsi amendé et l'ensemble de la proposition de loi ont été adoptés par un vote identique.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le rapporteur,
Marc OLIVIER.

La présidente,
Lydia MAXIMUS.

Deze bepaling voorziet echter in enkel de verantwoordelijkheid van de werkgever, daar waar het wetsvoorstel ook deze van de bemiddelaars viseert.

2. Het artikel 27, 1^o, b, c, d en e van het voormalig koninklijk besluit nr. 34 voorziet reeds in strafsancties ten aanzien van verschillende soorten bemiddelaars. Uit de vergelijking van het wetsvoorstel met de voormalde bepalingen blijkt dat de bemiddelaars bedoeld in het wetsvoorstel dezelfde zijn als die van het koninklijk besluit nr. 34, ook al is de formulering van het wetsvoorstel enigszins verschillend.

3. Het wetsvoorstel voert bovendien, voor de terugbetaling van de kosten in kwestie, een hoofdelijke verantwoordelijkheid in die op dit ogenblik niet is voorzien in artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 34 (vermits deze enkel de werkgever viseert).

4. Daarom wordt voorgesteld om het artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 34 te wijzigen door de verantwoordelijkheid van bemiddelaars in te voeren en in een hoofdelijke aansprakelijkheid te voorzien.

De minister van Tewerkstelling en Arbeid verduidelijkt dat het amendement ertoe strekt het wetsvoorstel op een aantal vlakken te specifiëren. Zo wordt de aansprakelijkheid van de bemiddelaar gekoppeld aan een inbreuk op artikel 27, 1^o, van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juni 1967.

Het wetsvoorstel voorziet in een hoofdelijke aansprakelijkheid van de vreemdeling zelf samen met de bemiddelaar. Dit is niet het geval in het huidige artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967. Gezien de moeilijke situatie waarin de slachtoffers van mensenhandel zich bevinden, lijkt het ook wenselijk dat ten aanzien van hen een dergelijke hoofdelijke aansprakelijkheid wordt ingevoerd.

Het voorstel stelt de bemiddelaar aansprakelijk voor de kosten van de vreemdeling zelf. Het lijkt wenselijk dat deze aansprakelijkheid wordt uitgebreid tot de leden van het gezin die onregelmatig bij de vreemdeling verblijven.

De explicite verwijzing naar het artikel 27, 1^o, biedt ten slotte het voordeel dat meteen een grote en duidelijk omschreven groep bemiddelaars, die ruimer is dan sportmakelaars alleen, door tekst wordt gevat.

Het amendement nr. 1 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1.

Het aldus geamendeerde artikel 2 en het wetsvoorstel in zijn geheel worden met dezelfde stemuitslag aangenomen.

Vertrouwen werd geschenken aan de rapporteur voor het uitbrengen van dit verslag.

De rapporteur,
Marc OLIVIER.

De voorzitster,
Lydia MAXIMUS.

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION**Article premier**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article *6bis*, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, inséré par la loi du 22 juillet 1976 et modifié par la loi du 1^{er} juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

«Quiconque a commis une infraction visée à l'article 27, 1^o, est solidairement responsable pour le paiement des frais d'hébergement, de séjour, de soins de santé et de rapatriement de l'étranger concerné et de ceux des membres de sa famille séjournant irrégulièrement avec lui.»

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel *6bis*, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, ingevoegd door de wet van 22 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 1 juni 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

«Al wie zich schuldig maakt aan een inbreuk bedoeld in artikel 27, 1^o, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de kosten van huisvesting, verblijf, gezondheidszorgen en terugzending, van de betrokken vreemdeling en van de leden van zijn gezin die onregelmatig bij hem verblijven.»